about:blank

SAINT-CLÉMENT-LES-PLACES SOLIDARITÉ

Les espoirs des jeunes migrants face à la réalité du centre d'urgence

En septembre, le Département a dû ouvrir en urgence des places d'accueil pour des mineurs non accompagnés à Saint-Clément. Mais très vite, la tension est montée, notamment à cause de conditions de vie jugées inacceptables. Témoignage.

Ils ont moins de 18 ans et ont traversé une partie de l'Afrique et la Méditerranée sur une coquille de noix, puis une partie de l'Europe et sont maintenant dans la région lyonnaise. 32 de ces mineurs non accompagnés (MNA) se retrouvent dans le centre d'accueil de Saint-Clément-les-Places, ouvert début septembre.

« On n'est pas scolarisé »

C'est le cas de Adnan [1], jeune Ivoirien de 17 ans, qui a quitté son pays et est arrivé en France en octobre 2017, après être passé par le Burkina Faso, le Niger, la Libye et l'Italie : « Avant de venir ici, j'étais dans un foyer à Villeurbanne et puis après on m'a dit que j'allais à Saint-Clement-les-Places. Moi je savais pas où c'était. Ici, on est tous des immigrés, on n'est pas bien traités. C'est pour cela qu'on a manifesté dans la rue. »

40

Pour l'instant, ils ne sont que 32 mineurs non accompagnés au centre de Saint-Clément, mais à terme, leur nombre passera à 40, quand les travaux de réfection en cours seront terminés.

■ **Le centre d'accueil est ouvert depuis septembre dans les locaux de l'ancien établissement public d'insertion de la défense (Epide).** Photo *LE PROGRÈS*

Lundi 10 septembre, en effet, plusieurs jeunes du centre ont manifesté leur mécontentement en s'asseyant sur la chaussée, dans le village, empêchant les véhicules de circuler. Un simple sitting d'une dizaine de minutes qui leur a permis de dénoncer de « mauvaises conditions de vie » mais aussi surtout d'exprimer leurs craintes d'être un peu oubliés par les autorités : « On n'est pas scolarisé, alors qu'on nous avait dit qu'on le serait. Moi, j'ai commencé mardi au lycée professionnel Cevert à Écully, une formation en mécanique auto, alors que je voulais faire conducteur poids lourd. Un ami s'est retrouvé en chaudronnerie à Saint-Priest, alors qu'il voulait faire de la mécanique. En plus, c'est loin et on doit partir très tôt le matin… » A cela s'ajoute le sentiment de méfiance vis-à-vis d'eux. Leur identité est évidemment vérifiée pour s'assurer qu'ils sont bien mineurs, car dans le cas contraire, les procédures ne sont pas les mêmes : « Moi, on m'a aussi fait des tests, des radios des poignets et des dents… Ç'a m'a choqué », raconte Adnan qui n'a finalement qu'une peur, celle d'être mis à la porte à sa majorité, sans rien de plus que ce qu'il avait en arrivant, c'est-à-dire rien.

Frédéric GUILLON

[1] **Prénom d'emprunt**

■ **Adnan.** Photo DR

Pour le Département, l'accueil de ces mineurs non accompagnés est un « casse-tête »

L'accueil des mineurs non accompagnés (MNA : entré sur le territoire français sans adulte et privé temporairement ou définitivement de sa famille) relève de la protection de l'Enfance, et, à ce titre, de la compétence des départements. Le Rhône a confié la gestion du centre d'accueil de Saint-Clément-les-Places à l'association pour les droits et l'accompagnement de l'enfant à l'adulte en Rhône-Alpes (Adear). Le département, qui compte actuellement 212 MNA sur son territoire, qualifie cet accueil de casse-tête administratif, financier et politique. La part de budget qui leur est consacrée était de 6,34 millions d'euros en 2017, quand les perspectives budgétaires pour l'exercice 2018 devraient largement dépasser les 9 millions (Ndlr : le président Guilloteau a récemment évoqué le chiffre de 12 millions.) On assiste à une recrudescence des flux : 25 MNA en 2015 ; 75 en 2016 ; 176 en 2017 et donc 212 en 2018, favorisée par « un contexte géopolitique instable et une politique nationale de répartition par quotas départementaux », explique l'institution dans un communiqué. C'est pour y répondre que le centre d'accueil de Saint-Clément-les-Places a ouvert début septembre, dans l'urgence. « Il faut un peu de temps pour que tout se mette en place », avance le cabinet du président. Ce dernier s'est d'ailleurs rendu sur place lundi pour apaiser les tensions. « Le Département a pris ses responsabilités et souhaiterait que l'État en fasse autant […] notamment en mettant en œuvre des modalités de soutien évoquées par le Premier ministre, qui consisteraient à la prise en charge partielle par l'État de la période d'évaluation des MNA », précisait le Département dans un communiqué.

« Quelques loupés au niveau de la restauration »

Pour l'Adear, c'est normal qu'il y ait eu un peu de grogne, car les travaux du centre ne sont pas encore terminés : « Ils seront finis dans deux semaines et alors chacun des 40 jeunes aura sa propre chambre individuelle avec sanitaires ». Pour Olivier Duchosal, le mécontentement vient aussi du décalage entre le rêve que ces jeunes pouvaient avoir de la France, et la réalité : « Pour eux c'est un eldorado, alors au début de la prise en charge, ils sont forcément un peu déçus, surtout que jusqu'alors ils étaient à l'hôtel, et en plus, proches de Lyon. Là, ils se sentent un peu isolés mais c'est vrai que comme c'est le Département qui paye, les solutions trouvées, difficilement, sont forcément hors Métropole. »

L'Adear reconnaît aussi « quelques loupés au niveau de la restauration. On a pourtant une exigence forte sur cette question, mais le prestataire n'avait pas suffisamment pris en compte la particularité de certaines de leurs habitudes alimentaires. Mais là aussi on a pris les mesures adéquates. »

Sur la question de la scolarisation enfin, là aussi leur attente est forte : « Ça se met en place petit à petit, confirme Olivier Duchosal. Les moins de 16 ans sont scolarisés, en collège, et on travaille à l'insertion professionnelle de ceux qui ont plus de 16 ans. On essaie de recueillir leurs souhaits et on cherche alors des entreprises pour les accueillir en formation alternée. »